



HAL
open science

De la prospective à l'histoire... et retour

Philippe Poirrier

► **To cite this version:**

Philippe Poirrier. De la prospective à l'histoire... et retour. Le Fils de l'esprit. Augustin Giard, un parcours entre recherche et action, La Documentation française, pp.261-270, 2011. halshs-00641264

HAL Id: halshs-00641264

<https://shs.hal.science/halshs-00641264>

Submitted on 15 Nov 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Source : Guy SAEZ, Geneviève Gentil et Michel KNEUBULHER (Ed.), *Le Fils de l'esprit. Augustin Giard, un parcours entre recherche et action*, Paris, La Documentation française, 2011, p. 261-270.

De la prospective à l'histoire...et retour

Par Philippe Poirrier
(Université de Bourgogne-Centre Georges Chevrier)

Le texte qui ouvre ce chapitre, présenté oralement lors d'un colloque organisé par l'Ecole Nationale d'Enseignement Supérieur Agronomique de Dijon (ENESAD) en 1994, publié sous la forme d'une livraison thématique de la revue *Hermès* en 1996, est l'une des premières contributions signées par Augustin Girard en tant que président-fondateur du Comité d'histoire du ministère de la Culture. Ce texte synthétique est centré sur trois moments jugés essentiels de l'histoire du ministère : la décennie Malraux, fondatrice à bien des égards et qui rompt avec le système des Beaux-Arts ; le court moment Duhamel qui voit le ministère choisir une démarche interministérielle, interdisciplinaire et contractuelle ; les années quatre-vingt, enfin, qui, grâce à l'embellie budgétaire et un fort volontarisme incarné par le ministre Jack Lang, permettent une montée en puissance des politiques publiques¹. Augustin Girard peut mobiliser à la fois sa propre expérience au sein du ministère, et les premières études impulsées par le comité d'histoire du ministère de la Culture. A vrai dire, depuis le milieu des années 1980, Augustin Girard, en tant que chef du Département des études et de la prospective, accorde une plus grande attention aux perspectives historiennes, alors même que le ministère envisage de commémorer le trentième anniversaire de sa création.

Le temps de la commémoration

Depuis sa création au début des années 1960, le Service des études et de la recherche avait essentiellement impulsé des recherches dans le domaine de la socio-économie de la culture². Le milieu des années 1980 est caractérisé par un relatif « tournant historien », alors que le ministère de la Culture conforte sa politique de recherche, et envisage de célébrer son

¹ Augustin GIRARD, « Les politiques culturelles d'André Malraux à Jack Lang : ruptures et continuités, histoire d'une modernisation », *Hermès*, 1996, n° 20, p. 27-41. Une version, légèrement différente, sera publiée dans Jacques PERRET et Guy SAEZ (dir.), *Institutions et vie culturelles*, La Documentation française, 1996 ; repris dans Guy SAEZ (dir.), *Institutions et vie culturelles*, La Documentation française, 2005. Notre contribution a bénéficié d'échanges, réalisés en novembre-décembre 2010, avec Jean-François Chougnnet, Geneviève Gentil, Laurent Martin, Pascal Ory, Christian Pattyn, Jean-Pierre Rioux et Loïc Vadelorge.

trentenaire. Plusieurs études préalables sont initiées par le SER, devenu Département des études et de la prospective (DEP) en 1986 : l'une, confiée à Geneviève Poujol, consacrée à la construction administrative du jeune ministère des Affaires culturelles ; l'autre, mise en œuvre par Philippe Urfalino, sur les maisons de la culture. Augustin Girard permet également l'édition rapide, au sein des collections de la Documentation française, du colloque de Cerisy consacré à André Malraux, grâce à un concours éditorial et financier du DEP³. Le trentenaire, organisé par Augustin Girard, dans un délai très court, prend la forme de journées d'études sur « la création du ministère de la Culture », auxquelles sont conviés historiens et témoins⁴. Les actes de ces journées d'études, qui avaient enregistré un large succès public, seront publiés à l'occasion de la panthéonisation d'André Malraux. L'ouvrage, qui rassemble des textes de chercheurs, de témoins et des annexes documentaires, est notamment distribué aux invités de la tribune officielle lors de la cérémonie de panthéonisation, le 23 novembre 1996.

Le ministère de la Culture n'est pas le seul à recourir à l'Histoire. Les contempteurs de la politique culturelle utilisent le procédé au service des enjeux les plus contemporains. A ce titre, la publication, en 1991, de l'essai de Marc Fumaroli, intitulé *L'Etat culturel, essai sur une religion moderne*, précédée de quelques articles publiés dès 1982 dans la revue *Commentaire*⁵, constitue un repère essentiel. Augustin Girard avait d'ailleurs réuni, au sein du DEP, un petit groupe de travail afin de réfléchir à la réponse à apporter à la démonstration de l'essayiste.

La demande historique

De surcroît, ce retour du ministère sur sa propre histoire, aiguillonnée par une critique qui instrumentalise le recours à l'argument historique, rencontre une demande historique. Au tournant des années 1990, plusieurs initiatives confirment l'intérêt grandissant des historiens. En 1985, la Mission de la recherche et de la technologie du ministère de la Culture et de la Communication commande à l'Institut d'histoire du temps présent du CNRS un rapport sur « l'histoire culturelle de la France contemporaine » alors même que, en janvier de la même

² Voir dans ce volume les contributions de Pierre-Michel Menger et d'Olivier Donnat.

³ Christiane MOATI et David BEVAN (Dir.), *André Malraux : unité de l'œuvre, unité de l'homme*, Paris, La Documentation française, 1989.

⁴ Augustin GIRARD et Geneviève GENTIL (Dir.), *Les Affaires culturelles au temps d'André Malraux*, Paris, La Documentation française, 1996.

année, une mission permanente des Archives nationales est installée au ministère de la Culture. Cet état des lieux, orchestré par Jean-Pierre Rioux, souligne que « l'histoire des institutions et des politiques culturelles [...] est bien lancée »⁶.

En 1987, l'Institut d'histoire du temps présent, laboratoire propre du CNRS, organise une table-ronde sur « Politiques et pratiques culturelles dans la France de Vichy » qui confirme à la fois l'infléchissement des questionnements sur les « années noires » — du « gouvernement de Vichy » à « Vichy et les Français » — et la prise en charge historique de la question de l'intervention des pouvoirs publics dans les domaines culturels⁷. En 1989, Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli ouvrent à l'IHTP un séminaire sous le titre « politiques et institutions culturelles de la France contemporaine ». Pour des raisons institutionnelles liées, entre autres, à l'itinéraire professionnel de ses initiateurs, ce séminaire se déplace, à partir de 1991, à la Fondation nationale des sciences politiques. A partir de 1991, le champ couvert est plus large : « Histoire culturelle de la France au XXe siècle ». A partir de 1992, le Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines de l'Université de Versailles Saint-Quentin, animé par Pascal Ory, qui vient de soutenir sa thèse sur la politique culturelle du Front populaire⁸, inscrit également ces sujets sur son agenda. La convergence entre une demande historique et la volonté portée par Augustin Girard de créer un comité d'histoire au ministère de la Culture allaient conforter l'institutionnalisation naissante de cette histoire⁹.

La création du comité d'histoire du ministère de la Culture

Enfin, en 1993, le ministère de la Culture se dote, à l'image d'autres ministères, d'un comité d'histoire. Au cours des années 1980, la multiplication de Comités d'histoire traduit

⁵ Marc FUMAROLI : « De Malraux à Lang : l'excroissance des Affaires culturelles », *Commentaire*, 1982, n° 18, p. 247-259 ; « L'Excroissance (suite). Sur les autoroutes de la création », *Commentaire*, 1990, n° 35, p. 658-663 ; « La culture et les loisirs. Une nouvelle religion d'Etat », *Commentaire*, 1990, n° 51, p. 425-435.

⁶ Jean-Pierre RIOUX (Dir.), *L'histoire culturelle de la France contemporaine, bilans et perspectives de recherche*, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication-IHTP, 1987, citation p. XV.

⁷ Jean-Pierre RIOUX, « Politiques et pratiques culturelles dans la France de Vichy », *Cahiers de l'IHTP*, juin 1988, n° 8 ; repris dans une collection de poche : Jean-Pierre RIOUX (Dir.), *La vie culturelle sous Vichy*, Bruxelles, Editions Complexe, 1990.

⁸ Pascal ORY, *La politique culturelle du Front populaire français (1935-1938)*, Université de Paris X-Nanterre, thèse d'Etat d'histoire, 1990. Publiée sous le titre : *La Belle Illusion. Politique et culture sous le signe du Front populaire*, Paris, Plon, 1994.

⁹ Voir le rapport intermédiaire — Jean-Pierre RIOUX et Jean-François SIRINELLI (Dir.), *Histoire des politiques et institutions culturelles en France depuis un demi-siècle (des années 1940 à nos jours)*, Paris, Ministère de la Culture, de la Communication, des grands travaux et du Bicentenaire-IHTP, 1990 — et l'ouvrage bilan issu de ce séminaire : Jean-Pierre RIOUX et Jean-François SIRINELLI (Dir.), *Pour une histoire culturelle*, Paris, Seuil, 1997.

une sensibilisation accrue des acteurs institutionnels à leur propre histoire. Dans leur domaine respectif, le Comité d'histoire de la Sécurité sociale (dès 1973), le Comité pour l'histoire économique et financière (1987), entre autres, jouent un rôle d'interface entre les chercheurs et les administrations publiques¹⁰.

Au sein du ministère de la Culture, l'idée n'est pas récente, et plusieurs projets avaient déjà été élaborés depuis le début des années 1980. Dès 1983, Pascal Ory, assistant d'histoire contemporaine à l'université de Paris X Nanterre et proche de la majorité gouvernementale, avait proposé la création d'un Comité d'histoire des institutions et des politiques culturelles. Ce projet — soutenu par Jacques Sallois, directeur du Cabinet du ministre —, qui avait suscité une première réflexion avec Augustin Girard, restera sans suite¹¹. L'idée est reprise, en 1987, par Jean-Pierre Rioux, chercheur à l'Institut d'histoire du temps présent et vice-président du Conseil de la recherche du ministère de la Culture, à l'occasion de la remise à la Mission de la recherche et de la technologie du ministère de la Culture du rapport *L'histoire culturelle de la France contemporaine, bilans et perspectives de recherche*. Augustin Girard soutient cette proposition dans une note envoyée à Jean Chapelot, responsable de la Mission de la recherche et de la technologie. Le chef du DEP souhaite que la décision puisse être annoncée à l'occasion des journées d'études consacrées au trentième anniversaire de la création du ministère des Affaires culturelles. Ce projet, soutenu au sein du Cabinet par Jacques Renard et Jean-François Chougnat, fait l'objet de discussions approfondies courant 1990, notamment avec la Mission des archives du ministère de la Culture, mais la décision finale n'est prise qu'en mars 1992, et l'arrêté portant création d'un « Comité d'histoire du ministère de la Culture et des institutions culturelles » ne sera signé que le 11 mars 1993, juste avant les élections législatives et un changement annoncé de gouvernement. Augustin Girard, jeune retraité, est nommé président du Comité ; Jean-Pierre Rioux, directeur de recherches au CNRS, vice-président. Ces missions sont classiques : rassembler et faire connaître les travaux existant sur l'histoire du ministère et des institutions qui sont placées sous sa tutelle ; susciter des recherches ; favoriser la conservation et la publication de documents ; conseiller le ministre et les directeurs sur toute question ressortissant à l'histoire du ministère. Au cours de cette longue gestation administrative, Augustin Girard soutient le projet avec continuité, mais est particulièrement attentif à la diversité des chercheurs et des équipes de recherche

¹⁰. Voir le dossier réuni par Florence DESCAMPS : Les Comités d'histoire, *ENA mensuel*, n° 278, 1998.

représentés, ainsi qu'à l'équilibre entre chercheurs et représentants du ministère au sein du comité¹².

Questions de méthodes

Augustin Girard marque fortement de son empreinte la manière de travailler au sein du comité d'histoire. Sa propre expérience, acquise pendant trente ans au sein du Service des études et de la recherche, et les renseignements qu'il prend auprès de Comités d'histoire en fonction, lui permettent de dégager une véritable philosophie d'action. La « collaboration » entre chercheurs et témoins est au cœur de la méthode proposée :

« L'activité du Comité est fondée sur la collaboration entre universitaires (historiens et sociologues des institutions) et administrateurs. Tandis que les premiers apportent leur connaissance des diverses méthodes de l'historiographie, leur aptitude à la synthèse et à l'écriture de récits, les seconds apportent leur expérience pratique du droit public et des processus du travail institutionnel, ainsi que leur expérience politique. Au travail des premiers sur les documents écrits, lesquels sont parfois partiels, les seconds apportent la continuité de la vie réelle par leurs témoignages oraux. C'est la convergence des deux approches qui fait la force historique du comité¹³ »

Cette conception assumée de la relation entre chercheurs et témoins, qui durcit quelque peu les méthodes singulières de l'« histoire du temps présent », explique l'intérêt grandissant que portera Augustin Girard à la question des « archives orales »¹⁴, s'enthousiasmant pour ce « qu'il y a de 'charnel' dans les archives orales, par opposition à la sécheresse des archives écrites »¹⁵. Ce partage, somme toute assez mécanique, est tempéré par l'empathie généreuse qu'il porte aux chercheurs. Son refus de tous les académismes et des logiques mandarinales est renforcé par la confiance et l'autonomie qu'il sait accorder à de jeunes chercheurs. Cette posture est assez rare, et mérite d'être soulignée, car elle explique pour une part la dynamique collective, fondée sur la mobilisation d'individualités, que sut impulser et nourrir le président-fondateur du Comité d'histoire. La confiance accordée aux chercheurs est complétée par la

¹¹ Archives du CHMC : Note d'Augustin Girard pour Jacques Sallois, 24 août 1983 et divers documents élaborés par Pascal Ory, 1983.

¹² Archives du CHMC : Correspondance Augustin Girard/Jean-Pierre Rioux, 1989-1990 et correspondance Augustin Girard/Cabinet du ministre, 1989-1992.

¹³ « La collaboration du Comité avec l'Université et les milieux de recherche », Comité d'histoire du ministère de la culture et des institutions culturelles, 1995.

¹⁴ Geneviève GENTIL, « Les archives orales du Comité d'histoire », *Culture et Recherches*, mars-avril 2003, n° 95, p. 5-6. Voir également dans ce volume le témoignage de Florence Descamps.

¹⁵ Augustin GIRARD, « Introduction à la journée d'études » dans *Malraux et l'Inventaire général*, acte de la journée d'études à la BNF le 23 mai 2003, numéro hors série de *Présence d'André Malraux*, Paris, La Documentation française, 2004. p. 7.

volonté de créer un climat propice au travail et aux échanges, entre chercheurs de différentes générations, entre chercheurs et témoins. David Cascaro a évoqué, à la suite de la disparition d'Augustin Girard, l'atmosphère familiale que celui-ci avait su créer au sein du Comité d'histoire :

« Et le mot de famille est d'autant moins usurpé le concernant que l'atmosphère de foyer a toujours régné au comité d'histoire du ministère de la culture. Ainsi encourageait-il un mélange de simplicité, de cordialité voire de fraternité entre ses différents collaborateurs. Logé sous les toits d'un immeuble de la rue Jean Lantier, le comité d'histoire avait des airs de refuge où il fait bon se réchauffer. L'odeur de tabac de pipe renforçait naturellement cette atmosphère d'altitude et de bonne franquette. En patriarche ou premier de cordée, Augustin Girard diffusait tout à la fois la bonne humeur liée au plaisir d'être ensemble mais aussi le silence nécessaire à la concentration et à la lecture. Non seulement cette aura imposait le respect, mais elle instaurait aussi la confiance ».

La formule du séminaire, inscrit dans un calendrier pluriannuel, ponctué par des journées d'études et des colloques, clôturé par une publication collective est mobilisée à plusieurs reprises, et contribue à créer une communauté de chercheurs, dans un esprit pluridisciplinaire. Les séminaires de la rue Suger, qui se déroulèrent dans le cadre d'un partenariat avec la Fondation Maison des Sciences de l'Homme de Paris, serviront de cadre à plusieurs enquêtes collectives : l'histoire des politiques culturelles locales de 1996 à 1999 ; l'histoire des politiques du patrimoine de 1999 à 2000¹⁶.

Les recherches, le plus souvent collectives, impulsées par le Comité d'histoire du ministère de la Culture, ont donné lieu à des publications. Si Geneviève Gentil assure avec efficacité la politique d'édition du Comité d'histoire, Augustin Girard suit les principaux dossiers éditoriaux avec une grande attention, persuadé que les livres sont la meilleure traduction de l'activité du Comité, et permettent une plus grande et nécessaire diffusion auprès d'un large public : chercheurs et étudiants ; acteurs des mondes de l'art et de la culture ; administrateurs et élus à l'échelle nationale et locale. Il relit avec une grande attention les manuscrits, dialogue, avec chaleur mais sans concession, avec les auteurs afin d'améliorer la qualité des textes. Armé de crayons de couleur — bleu et rouge — et de son dictionnaire, Augustin Girard traque les faiblesses des textes, et propose aux auteurs de sensibles améliorations. Il rédige avec soin les quatrièmes de couverture, qu'il signe presque toujours. La collection du Comité d'histoire sera accueillie par la Documentation française.

¹⁶ Présentation de la méthode dans : Philippe POIRRIER et Loïc VADELORGE, « Les politiques du patrimoine : une histoire à écrire », *Culture et Recherches*, mars-avril 2003, n° 95, p. 4-5.

Les principaux chantiers

La liste des ouvrages du Comité d'histoire, publiés de 1995 à 2007, témoigne des recherches entreprises ou soutenues. La publication d'outils, indispensables pour mener à bien les recherches, ne sera jamais démentie¹⁷. Le document et l'archive, traces que les historiens mobilisent pour construire leur démonstration, font l'objet d'une attention soutenue. Editions de textes¹⁸, de témoignages¹⁹, actes de rencontres²⁰ et anthologies²¹ sont considérées comme l'une des missions essentielles du comité d'histoire.

Augustin Girard considère que l'action publique doit beaucoup à la qualité des hommes chargés de la mettre en œuvre. A ce titre, l'édition des journées d'études consacrées à la création du ministère par Malraux²², puis, à la suite d'une initiative lancée dès 1990 par Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, le colloque consacré au ministère Duhamel²³, les enquêtes sur le rôle des fonctionnaires d'Outre-Mer lors des premières années du ministère²⁴,

¹⁷ *Points de repère : les sources d'information sur le ministère de la Culture à l'usage des étudiants et des jeunes chercheurs*, Paris, Comité d'histoire du ministère de la culture, 1996 ; Philippe POIRRIER, *Bibliographie de l'histoire des politiques culturelles, France XIXe-XXe siècles*, Paris, La Documentation française, 1999 ; Bernard BEAULIEU et Michèle DARDY, *Histoire administrative du ministère de la Culture, 1959-2002*, Paris, La Documentation française, 2002 ; Jean FOSSEYEUX et Christian PATTYN (Dir.), *Les établissements publics sous tutelle du ministère de la Culture. Histoire administrative*, Paris, La Documentation française, 2004.

¹⁸ *Discours et écrits de Jacques Duhamel, ministre des Affaires culturelles : 1971-1973*, Paris, La Documentation française, 1993.

¹⁹ André HOLLEAUX, *Malraux Ministre au jour le jour, souvenirs de son ancien directeur de cabinet*, Paris, La Documentation Française, 2004.

²⁰ Philippe POIRRIER (Présenté par), *La naissance des politiques culturelles et les Rencontres d'Avignon (1964-1970)*, Paris, La Documentation française, 1997.

²¹ Philippe POIRRIER (Ed.), *Les politiques culturelles en France*, Paris, La Documentation française, 2002 ; Geneviève GENTIL et Philippe POIRRIER, *La politique culturelle en débats. Anthologie, 1955-2005*, Paris, La Documentation française, 2006.

²² Augustin GIRARD. (Dir.), *Les Affaires culturelles au temps d'André Malraux*, Paris, La Documentation française, 1996. Le comité édita la recherche, commanditée par le DEP, à Philippe URFALINO : *L'invention de la politique culturelle*, Paris, La Documentation française, 1996 ; et la thèse de Marion DENIZOT : *Jeanne Laurent, une fondatrice du service public pour la culture. 1946-1952*, Paris, La Documentation française, 2005.

²³ Augustin GIRARD, Geneviève GENTIL, Jean-Pierre RIOUX et Jean-François SIRINELLI. (Dir.), *Les Affaires culturelles au temps de Jacques Duhamel. 1971-1973*, Paris, La Documentation Française, 1995.

²⁴ Marie-Ange RAUCH, *Le bonheur d'entreprendre. Les fonctionnaires d'outre-mer et la création du ministère des Affaires culturelles*, Paris, La Documentation française, 1998.

sur le ministère Guy²⁵ et la politique musicale impulsée par Maurice Fleuret²⁶ s'inscrivent dans une perspective qui associe hommage, mémoire et histoire²⁷.

Les politiques sectorielles font l'objet de recherches et de publications, notamment les secteurs du patrimoine et de l'architecture, dont l'histoire n'avait pas suscité de fortes investigations, notamment pour le XXe siècle, et contrairement aux secteurs du spectacle vivant et des arts plastiques²⁸. Ces analyses s'inscrivent dans une longue durée afin de mieux mettre en perspective les ruptures issues de la création du ministère des Affaires culturelles. Cette caractéristique, qui montre qu'Augustin Girard n'est jamais resté prisonnier d'une lecture trop restrictive de la temporalité prise en compte par le Comité d'histoire, se retrouve pour les travaux qui concernent les politiques culturelles des collectivités locales.

Augustin Girard avait accordé depuis longtemps un intérêt soutenu à la question des politiques culturelles des collectivités locales, depuis les premières enquêtes du SER jusqu'à la création, en 1989, de l'Observatoire des politiques culturelles²⁹. Il assiste en 1994 au colloque organisé par la Fondation nationale des sciences politiques, et accueille les actes dans la collection du Comité d'histoire³⁰. L'analyse conjointe des politiques culturelles des collectivités territoriales, des processus de déconcentration et de décentralisation, des partenariats entre l'Etat et les collectivités s'impose comme un chantier pérenne³¹. L'étude du

²⁵ Michèle DARDY-CRETIN, *Michel Guy Secrétaire d'Etat à la culture, 1974-1976. Un innovateur méconnu*, Paris, La Documentation française, 2007.

²⁶ Anne VEITL et Noémie DUCHEMIN, *Maurice Fleuret : une politique démocratique de la musique*, Paris, La Documentation française, 2000.

²⁷ Sur les tensions entre histoire et mémoire, inhérentes aux travaux des comités d'histoire, voir les remarques, entre témoignage et analyse socio-historienne de Vincent DUBOIS : « Socio-histoire et usages sociaux de l'histoire dans l'analyse de l'action publique. Réflexions à partir de la politique culturelle en France » dans Yves DELOYE et Bernard VOUTAT (Dir.), *Faire de la science politique*, Paris, Belin, 2002, p. 155-165.

²⁸ Philippe POIRRIER et Loïc VADELORGE (Dir.), *Pour une histoire des politiques du patrimoine*, Paris, La Documentation française, 2003 ; *Malraux et l'Inventaire général*, acte de la journée d'études à la BNF le 23 mai 2003, numéro hors série de *Présence d'André Malraux*, La Documentation française, 2004 ; Dominique HERVIER (Dir.), *André Malraux et l'architecture*, Paris, Ed. du Moniteur, 2008. Le Comité édita également les thèses : Eric LENGEREAU, *L'Etat et l'architecture, 1958-1981, une politique publique ?*, Paris, Ed. Picard, 2001 ; Xavier LAURENT, *Grandeur et misère du patrimoine d'André Malraux à Jacques Duhamel*, Paris, La Documentation française, 2003 ; Arlette AUDUC, *Quand les monuments construisaient la nation*, Paris, La documentation française, 2008.

²⁹ Voir dans ce volume le texte de Jean-Pierre Saez.

³⁰ Philippe POIRRIER, Sylvie RAB, Serge RENEAU et Loïc VADELORGE (Dir.), *Jalons pour l'histoire des politiques culturelles locales*, Paris, La Documentation française, 1995

³¹ Vincent DUBOIS, *Institutions et politiques culturelles locales : éléments pour une recherche socio-historique*, Paris, La Documentation française, 1996 ; Vincent DUBOIS et Philippe POIRRIER (Dir.), *Politiques locales et enjeux culturels : les clochers d'une querelle, XIXe-XXe siècles*, Paris, La Documentation française, 1998 ; Philippe POIRRIER et Jean-Pierre RIOUX (Dir.), *Affaires culturelles et territoires*, Paris, La Documentation française, 2000 ; Jean-Luc BODIGUEL, *L'implantation du ministère de la culture en région*.

partenariat entre l'Etat et les collectivités locales, impulsée par René Rizzardo — avec qui Augustin Girard partage une philosophie d'action commune — à partir de 2004, est un chantier qu'Augustin Girard considère comme essentiel ; c'est l'un des derniers qu'il suit avec attention³².

La volonté de faire partager au plus grand nombre les conclusions des recherches est une constante chez Augustin Girard. Il saisit l'opportunité d'un *Dictionnaire des politiques culturelles de la France depuis 1959*, à la suite d'une idée de Jack Lang, entreprise éditoriale dirigée par Emmanuel de Waresquiel, et publiée en co-édition par les éditions Larousse et les éditions du CNRS. L'apport du Comité d'histoire est décisif, et contribue à conférer à l'ouvrage une densité scientifique plus forte que dans le projet initial³³.

Ce bilan, validé par les observateurs les plus attentifs³⁴, montre qu'Augustin Girard, épaulé par Geneviève Gentil et la petite équipe du Comité, sut à la fois respecter la diversité des chercheurs, nouer des partenariats avec des laboratoires de recherche, et donner une impulsion décisive à des domaines encore en friche, sans trop céder à la conjoncture politique ou administrative. L'abandon, en 2003, du programme de recherches sur les politiques culturelles des années 1980, menée en partenariat avec le Centre d'histoire sociale du XXe siècle de l'Université de Paris I Panthéon Sorbonne sous la direction de Pascal Ory, témoigne cependant des limites d'une pratique et de la difficile conciliation, en termes de calendrier et de méthodes, entre les exigences scientifiques et les attentes du président du Comité

Naissance et développement des directions régionales des affaires culturelles, Paris, La Documentation française, 2000 ; Philippe POIRRIER et Vincent DUBOIS (Dir.), *Les collectivités locales et la culture. Les formes de l'institutionnalisation, XIXe-XXe siècles*, Paris, La Documentation française, 2002. Les villes nouvelles feront l'objet d'enquêtes spécifiques : Loïc VADELORGE (Dir.), *L'action culturelle dans les villes nouvelles*, Paris, La Documentation française, 2005 ; Julie GUIYOT-CORTEVILLE, Valérie PERLES et Loïc VADELORGE, *L'art dans les villes nouvelles. De l'expérimentation à la patrimonialisation*, éditions Artlys, 2010. Le Comité édita également les thèses : Pascale GOETSCHER, *Renouveau et décentralisation du théâtre, 1945-1981*, Paris, Puf, 2004 ; Françoise TALIANO-DES GARETS, *Les Métropoles Régionales et la culture, 1945-2000*, Paris, La Documentation Française, 2007.

³² Philippe POIRRIER et René RIZZARDO (Dir.), *Une ambition partagée ? La coopération entre le ministère de la Culture et les collectivités territoriales (1959-2009)*, Paris, La Documentation française, 2009.

³³ Emmanuel de WARESQUIEL (Dir.), *Dictionnaire des politiques culturelles de la France depuis 1959*, Paris, Larousse-CNRS Editions, 2001

³⁴ Loïc VADELORGE, « Quinze ans d'histoire des politiques culturelles. État, institutions, collectivités locales » dans Laurent Martin et Sylvain Venayre (Dir.), *L'histoire culturelle du contemporain*, Nouveau Monde, 2005, p. 153-170 et Pascale GOETSCHER, « Les politiques culturelles. Un champ neuf pour l'histoire culturelle? » dans Benoît Pellistrandi et Jean-François Sirinelli (Dir.), *L'histoire culturelle en France et en Espagne*, Casa de Velasquez, 2008, p. 3-21.

d'histoire. Cet épisode illustre aussi une méfiance accrue d'Augustin Girard, de plus en plus sensible aux témoignages des « survivants », vis à vis de la recherche universitaire³⁵.

Histoire et prospective

Augustin Girard s'est peu exprimé sur sa conception des usages de l'histoire. De notes en préfaces, d'entretiens³⁶ aux quatrièmes de couverture, il est cependant possible de mettre à jour une philosophie d'action en grande continuité avec celle qu'il avait impulsée dans le cadre du DEP, entre recherche et action. Les vertus heuristiques de l'histoire sont mises au service d'un avenir à construire, d'un combat toujours recommencé : « La publication [...] trouve dans cette hypothèse un intérêt pratique qui donne l'un des sens au travail historique : elle transforme des questions jadis posées, des expériences ici et là tentées, en une expérimentation en vraie grandeur, en une évaluation toute préparée pour demain avec ses objectifs, ses méthodes et ses résultats »³⁷. L'analyse historique des politiques culturelles doit permettre de comprendre les stratégies politiques choisies ; d'en comprendre les réussites, mais aussi les limites. Il s'agit aussi de transmettre aux jeunes générations — notamment au sein de l'administration du ministère de la Culture — le sens d'une action publique. A l'heure où la génération des fondateurs du ministère de la Culture, souvent des administrateurs-militants, quittent la scène, où le ministère de la Culture apparaît de plus en plus comme une administration de gestion, où la marchandisation croissante de la culture fait la part belle à l'« anti-culture des médias », la connaissance de l'histoire de la politique culturelle est vécue par Augustin Girard comme une véritable nécessité : « Préférer un avenir possible et lancer une nouvelle Résistance contre le probable reste la seule attitude digne de ceux qui croient comme Malraux que la 'culture est l'héritage de la noblesse du monde' ». Finalement, la citation de Borges, qu'Augustin Girard fait figurer sur les dépliants qui présentent les activités du Comité d'histoire, résume assez bien cette philosophie d'action : « La mémoire n'est pas derrière nous, elle est devant nous ».

³⁵. Les travaux sur le prix unique du livre donneront lieu à une publication : Laurent MARTIN (Ed.), *Le prix unique du livre 1981-2006. La loi Lang*, Paris, Comité d'histoire-IMEC, 2006. Le Comité facilitera les recherches de Laurent Martin qui aboutiront à la publication de l'ouvrage : *Jack Lang. Une vie entre culture et politique*, Paris, Complexe, 2008.

³⁶ Voir dans ce volume l'entretien donné à Vincent Dubois et Didier Georgakakis pour la revue *Politix* en 1993.

³⁷ Augustin GIRARD dans Philippe POIRRIER (Ed.), *La naissance des politiques culturelles et les Rencontres d'Avignon*, Paris, La Documentation française, 1997, p. 558.